
N° 71 | 2017

L'enseignement du français en situation de crise ou de conflit

Oubli institutionnel et tiercéité dans les manuels de français au Liban

Quelles constructions de la mémoire après une guerre civile?

Amandine DENIMAL *Maître de conférences*

Département des Sciences du langage

Dipralang EA 739

Université Paul-Valéry Montpellier

Édition électronique :

URL :

<https://revue-tdfle.fr/articles/revue-71/243-oubli-institutionnel-et-tierceite-dans-les-manuels-de-francais-a-u-liban>

DOI : numerev_1270

Date de publication : 30/11/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : DENIMAL, A. (2017) Oubli institutionnel et tiercéité dans les manuels de français au Liban. *Revue TDFLE*, (71). https://doi.org/10.34745/numerev_1270

Résumé :

Nous souhaiterions dans cette contribution nous pencher sur un cas d'enseignement du FLE dans une situation d'éducation post-conflit : la guerre civile libanaise (1975-1990), dite « guerre du Liban ». Dans le sillage de ce conflit très long et meurtrier, une situation de crise rémanente charrie des traumatismes et des maux divers : sidération face au système milicien, effondrement de l'économie et des institutions, destruction de la terre et des liens, replis communautaires, jeunesse en partie déscolarisée, émigration massive, deuils... ; et ce tout en entretenant ce que A. Kanafani-Zahar, anthropologue de la mémoire et de la parole, nomme une « forme institutionnelle d'oubli » (2011, p.37) qui repose sur le déni et le silence sur la guerre et ses violences. Ainsi ni les accords de paix de Taëf (1990) ni les discours des officiels ne comportent-ils de référence à la guerre ou aux victimes.

Durant les années 1990 et 2000, période de la reconstruction, a cependant émergé la nécessité de réformer l'éducation en vue d'une reconstruction des liens entre les citoyens libanais. Créer de nouveaux contenus et démarches d'enseignement est devenu une priorité du Centre national de la recherche et du développement pédagogiques (organe du Ministère de l'éducation nationale chargé des programmes et des formations d'enseignants). Des entretiens réalisés en 2010 auprès de cadres du ministère et d'auteurs de manuels nous ont permis de mesurer l'importance de cette entreprise de réconciliation centrée sur l'absence de barrières entre les citoyens. Dans ces discours d'acteurs de l'éducation, l'enfant à éduquer se présente comme un être délié, replié sur sa communauté socio-confessionnelle et sur sa famille, sans perspectives de socialisation citoyenne, tandis que le français représenterait une ouverture sur le monde extérieur et sur l'altérité, à exploiter dans la perspective de sortir l'élève de l'enfermement communautaire. De par son image de langue de diffusion internationale associée aux valeurs institutionnalisées de la Francophonie (dont le Liban est membre), de par aussi son image de langue de culture littéraire et scientifique, à la faveur enfin de la faiblesse du traumatisme colonial exercé par le protectorat français, le français semble investi d'un imaginaire de la sortie du conflit et du fanatisme politico-religieux (imaginaire de la philosophie des Lumières, de la tolérance, de la communauté francophone, ...).

Nous nous proposons, après avoir livré quelques éléments de ces entretiens sur les visées de la réforme et sur les représentations de la langue française en milieu scolaire, d'étudier un corpus de manuels de français élaborés dans le cadre de cette réforme éducative, à destination d'adolescents du collège. Nous y interrogerons la reconfiguration des contenus et discours de cette discipline, en nous centrant sur le difficile positionnement énonciatif des auteurs de manuels, pris entre le silence institutionnalisé et la nécessité de construire un imaginaire national commun et pacifié.

Nous reviendrons sur quelques procédés discursifs structurants (éviter des nominations du conflit, de la violence et de ses protagonistes, absence de représentation du Liban contemporain, de ses communautés et de ses difficultés, détour par le passé, « guerres-parenthèses », utilisation d'un registre allusif...) et tenterons de cerner le rôle que joue la discipline « français » dans l'universalisation d'un vivre ensemble idéal, à travers des savoirs scolaires qui sont construits selon nous comme des instances tierces et médiatrices : l'innocence de l'enfance (qui nous apparaît comme une sorte d' « internationale adolescente ») et la nature, associée aux questions de l'écologie et de la vie rurale. Nous ferons l'hypothèse que faute de trouver des tiers opérants et des médiations crédibles au sein de la société civile (fonctions que ne peuvent plus remplir ni le religieux facteur de divisions, ni le politique en crise de légitimité), le projet de société élaboré par les manuels s'élabore autour d'un imaginaire du français à la fois universalisé et idéologiquement neutralisé.

Une paix véritable peut-elle exister sans réconciliation, sans énonciation et sans parole ? Comment construire une « culture civile de la mémoire » (Kanafani-Zahar 2011) en milieu scolaire ? On pourra certes se poser la question du caractère opportun d'enseigner la violence à l'école ; cependant, quand une forme d'oubli et de silence se trouve institutionnalisée, on ne pourra éviter de s'interroger sur le rôle que les manuels et plus largement l'école jouent dans la construction de la mémoire collective.

Mots-clés : Liban, manuels scolaires, guerre civile, instances de tiercéité, médiation

Abstract :

In this contribution, we would like to look at a case of teaching FLE in a post-conflict education situation: the Lebanese civil war (1975-1990), known as the "Lebanon war". In the wake of this very long and deadly conflict, a situation of persistent crisis brought trauma and various ills: astonishment at the militia system, collapse of the economy and institutions, destruction of land and ties, community withdrawal, youth partly out of school, mass emigration, mourning ... while maintaining what A. Kanafani-Zahar, anthropologist of memory and speech, calls an "institutional form of oblivion" (2011, p.37) which is based on denial and silence about war and its violence. Thus, neither the Taif Peace Accords (1990) nor the speeches of officials contain any reference to war or victims.

During the 1990s and 2000s, a period of reconstruction, however, the need for educational reform emerged in order to rebuild the bonds between Lebanese citizens. Creating new educational content and approaches became a priority of the National Center for Educational Research and Development (the body of the Ministry of National Education in charge of curricula and teacher training). Interviews conducted in 2010 with Ministry officials and textbook authors allowed us to measure the importance of this reconciliation endeavour focused on the absence of barriers between citizens. In the discourse of the actors of education, the child to be educated is presented as an untied being, withdrawn into his socio-confessional community and his family, with no prospects for citizen socialisation, whereas French would represent an opening to the

outside world and to otherness, to be exploited with a view to getting the pupil out of the community confinement. Because of its image as a language of international diffusion associated with the institutionalized values of the French-speaking world (of which Lebanon is a member), because of its image as a language of literary and scientific culture, and because of the weakness of the colonial trauma exercised by the French protectorate, French seems to be invested with an imaginary way out of the conflict and with politico-religious fanaticism (imaginary of the philosophy of the Enlightenment, of tolerance, of the French-speaking community, etc.).

After presenting some elements of these interviews on the aims of the reform and on the representations of the French language in the school environment, we propose to study a corpus of French textbooks developed within the framework of this educational reform, intended for adolescents in secondary schools. We will examine the reconfiguration of the content and discourse of this discipline, focusing on the difficult enunciative positioning of textbook authors, caught between institutionalized silence and the need to build a common and peaceful national imagination. We will come back to a few structuring discursive processes (avoidance of naming the conflict, the violence and its protagonists, absence of representation of contemporary Lebanon, its communities and its difficulties, detours in the past, "bracketed wars", use of an allusive register...) and will try to identify the role played by the "French" discipline in the universalization of an ideal living together, through school knowledge which is constructed in our view as a third and mediating authority: the innocence of childhood (which appears to us as a kind of "adolescent international") and nature, associated with questions of ecology and rural life. We will make the hypothesis that for lack of finding third parties and credible mediators within civil society (functions that neither the religious factor of division nor politics in a crisis of legitimacy can fulfil any more), the project of society elaborated by the textbooks is built around an imaginary French that is both universalized and ideologically neutralized.

Can true peace exist without reconciliation, without enunciation and without words? How can we build a "civil culture of memory" (Kanafani-Zahar 2011) in schools? The question of the appropriateness of teaching violence in schools is certainly open to question; however, when a form of forgetting and silence is institutionalized, one cannot avoid wondering about the role that textbooks and, more broadly, schools play in the construction of collective memory.

Key words : Lebanon, school textbooks, civil war, third party bodies, mediation

Amandine Denimal - Université Montpellier 3

amandine.denimal@univ-montp3.fr